

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-cure-d-austerite-chez-Areva>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez  
vous > Revue de presse > **Nucléaire : cure d'austérité chez Areva**

8 février 2015

## Nucléaire : cure d'austérité chez Areva

Source : JDD (8/2/2015)

<https://www.lejdd.fr/Economie/Entreprises/Nucleaire-cure-d-austerite-chez-Areva-717062>

## Nucléaire : cure d'austérité chez Areva

**Areva devrait annoncer une perte d'environ 3 milliards d'euros pour 2014. Alors que l'État ne renflouera pas l'entreprise pour le moment, 2 milliards d'économies sont prévues.**

L'heure est grave pour Areva. Le géant mondial du nucléaire croule sous **les pertes et les dettes**. Quatre ans après la catastrophe de Fukushima, le marché s'est effondré. Aucune centrale n'a été vendue en dehors des réacteurs EPR en Grande-Bretagne. Le chiffre d'affaires du groupe français a chuté d'un milliard d'euros, faute des revenus de la maintenance des centrales japonaises qui n'ont pas redémarré. Et les pertes se sont accumulées à cause des mines d'uranium et du chantier de l'EPR en Finlande, dont la facture s'est alourdie de 4 milliards d'euros.

### Une pyramide des âges favorable

Après avoir perdu 700 millions d'euros au premier semestre, Areva se prépare à annoncer une perte massive pour 2014. "Le second semestre a creusé les pertes, explique une source proche du groupe.. Elles seront supérieures à 3 milliards d'euros sur l'année." Un chiffre que l'entreprise n'a pas souhaité commenter. Depuis deux mois, la direction d'Areva, remaniée, est à pied d'œuvre. Le directeur général, Philippe Knoche, connaît l'entreprise comme sa poche. Et le président Philippe Varin devient un habitué des lourdes restructurations après celle du sidérurgiste Corus puis de PSA jusqu'à l'an passé.

Le 4 mars, les deux dirigeants annonceront un vaste plan pour redresser le géant de

l'atome. Avant tout, il faudra agir sur les charges, qui devraient baisser d'environ 15 % en trois ans, soit 1 milliard d'euros. Une cure d'austérité soutenue par l'État actionnaire. "Il faut couper les coûts partout, dans toutes les activités", reconnaît-on du côté des pouvoirs publics. Le cabinet Boston Consulting Group a passé au crible tous les métiers. Certains devront pousser l'effort jusqu'à 20 % d'économies. La branche dédiée à la construction et à la maintenance des réacteurs, en perte depuis trois ans, sera la plus touchée. D'abord parce que la conception et la construction des centrales seront désormais copilotées avec EDF (lire ci-dessous). Ensuite, parce que cette division compte 16.000 salariés, un tiers des effectifs du groupe. Areva bénéficie d'une pyramide des âges favorable : un quart de ses salariés ont plus de 51 ans. Elle compte sur 800 départs naturels par an en France. Ce sujet sensible mobilise le gouvernement : les syndicats ont été reçus à Bercy et le seront jeudi au ministère du Travail.

## **La vente des mines à l'étude**

L'autre grand chapitre concerne la vente de filiales. Tout l'état-major du groupe reconnaît **que ce géant du nucléaire** couvrant tous les métiers, de l'extraction d'uranium à la construction de centrales, doit "maigrir". Plus d'un milliard d'euros de cessions devraient être réalisés. Celle des mines - un serpent de mer - est étudiée. Mais la direction d'Areva milite pour la vente d'une petite part, afin de garder le contrôle d'une filiale valorisée entre 3 et 4 milliards d'euros. De son côté, l'État est plus radical. "Les mines sont stratégiques pour la France et doivent rester dans le giron public mais pas forcément chez Areva", précise-t-on à Bercy. Le scénario d'une alliance avec la "Compagnie nationale des mines de France", lancée par Arnaud Montebourg et en cours de création, circule.

Deux autres ventes sont envisagées : la filiale logistique - 280 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 1.245 salariés - qui pourrait rapporter entre 200 et 300 millions d'euros ; l'activité de démantèlement des sites nucléaires - 180 millions de CA pour 1.600 salariés - affiche une bonne rentabilité, ce qui permettrait d'en tirer plus de 500 millions d'euros. Ce métier d'avenir intéresserait notamment Veolia. Reste à savoir si, au bout du compte, ces efforts suffiront. L'idée d'un renflouement d'Areva a été repoussée. L'État insiste sur les lourdes économies à réaliser, car l'entreprise "a vécu dans le confort très longtemps", explique une source. "Avant de taper ses actionnaires, Areva doit optimiser, lance un proche du gouvernement. Pour un renflouement, on verra l'année prochaine."